



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2009

Pays : Pologne

Correspondant national

Nom Prénom : **DZIURKOWSKI Cezary**
Profession : **Judge**
Organisation : **Ministry of Justice**
E-mail : **dziurkowski@ms.gov.pl**
N° Téléphone : **+48 22 2390 497**

Nom Prénom : **GRUSZCZYNSKA Beata**
Profession :
Organisation : **Ministry of Justice**
E-mail : **b.gruszczynska@uw.edu.pl**
N° Téléphone :

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

38136000

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat / le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	66066309500
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitant (en €)

7910

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

8375

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2009

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 4 et tout commentaire relatif à l'interprétation des données fournies, le cas échéant:

Figures above are from Statistical Yearbook of 2009.

Answer in Q2 represents real national spendings instead waht was planned in national budget.

Exchange rate is from National Bank of Poland database :-1 €=4,2181 PLN

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 1. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

1226605000

7) Veillez préciser

this amount reflects the budget allocated at "courts" chapter in state's budget for 2008

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés ou indiquer NA (non disponible) dans le cas où ce montant est impossible à évaluer:

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	624811000
Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	15163000
Budget public annuel alloué aux frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	145365000
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	86661000
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	69107000
Budget public annuel alloué à la formation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	4050000
Autres (Veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	307671000

Commentaire :

other: expenses connected with pension plan for judges, current spendings compensations paid by state's treasure, remuneration paid to an experts of Family and Child Advisory Centers (expert services in family matters).

The total amount does not cover spendings for training of judges and prosecutors. This expenses are reflected in separate chapter of the state's budget - in 2008- 4050000 Eur.

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années):

increase up to the budget of the following year

2002 = 100%

2003 = 128,05% to 2002 budget

2004 = 112,16% to 2003 budget

2005 = 109,11% to 2004 budget

2006 = 109,01% to 2005 budget

2007 = 108,18% to 2006 budget

2008 = 105,1% to 2007 budget

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour tenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

- en matière pénale ?
 en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser:

for criminal cases initial fee is required in private indictment cases only

for other cases - as to the rule litigant must pay initial fee with some exceptions that concern employment and child support cases.

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

373370000

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

Veillez préciser les éléments composant ce budget de l'ensemble du système judiciaire:

. Montant 2428891000

Commentaire :

Budget of the whole justice system covers the main segments such as: budget of the courts, budget of the prosecution system, budget of the penitentiary system, budget of juvenile detention and correctional institution system, budget of the Ministry of Justice, budget of the scientific institutions affiliated and financed by the Minister of Justice.

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

. Montant 22403000

Commentaire :

Amount indicated above as a budget of legal aid encompasses spending for remuneration for lawyers providing legal assistance before the court proceedings or preparatory proceedings. However this number does not cover amount of money that represent exemptions of court fees and expenditures ensuring during the court proceedings. Legal aid in the form of free of charge legal advice at the pre-judicial stage of proceedings does not apply.

14) Si possible, veuillez préciser (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP), veuillez l'indiquer en utilisant les bonnes abréviations).

	Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	NAP	NAP

Commentaire :

The system does not allow to separate legal aid spendings for criminal or civil cases.

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

. Montant 333489000

Commentaire :

budget of public prosecution is separated from the court's budget

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	Oui	Non	Oui	Oui
Autre ministère	Oui	Non	Non	Non
Parlement	Non	Oui	Non	Oui
Cour Suprême	Non	Non	Non	Non
Conseil Supérieur de la Magistrature	Oui	Non	Non	Non
Tribunaux	Oui	Non	Non	Non
Organisme d'inspection	Non	Non	Non	Oui
Autre	Non	Non	Non	Non

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (au regard de la question 18) :

Ministry of Finance
National Supervisory Board

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires

As a general rule, the all courts' budget are prepared, allocated and managed separately, however within budget of the State.

Budgetary proposals are produced by each Court of Appeal (its Administrative Director and President) which includes all spending for all courts located in its jurisdiction. Such proposals are sent to the national Council of Judiciary for acceptance and opinion. After verification and giving positive opinion the Council send the tangible budgetary proposal to the Minister of Justice who includes it to a proposal for the State budget covering spending in a whole "justice" sector then send it to Ministry of Finance for final preparation. Draft budget is first approved by the Council of Ministers and then adopted by the Parliament.

Q - 9 the ratio departs from 2002 as 100%, this is the reason that percentage for the following years does not coincide exactly with increase ratios for the same years in 2006 report, where a strating ratio (100%) was 2001.

Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6, 8, 11, 12, 13, 14 et 16

Department for Budget and Investments of the Ministry of Justice

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	Oui	Oui
Conseil juridique	Non	Non
Autres	Oui	Oui

21) Si autres, veuillez préciser (au regard de la question 20):

Legal aid as well encompasses exemption of the court fees and/or court expenditures such as, costs of necessary expert's opinions, interpretations or press announcements the party would be obliged to pay. However such exemptions are not separated and displayed within the budget of justice system.

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

court fees can be exonerated by courts' decisions always in a cases that require courts' action within execution or enforcement proceedings.

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui
 Non

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP), veuillez l'indiquer en utilisant les bonnes abréviations).

	Nombre
Total	NA
en matière pénale	NA
en matière autre que pénale	NA

Commentaire :

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- Oui
 Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Oui	Montant en €
en matière pénale	yes	not fixed
en matière autre que pénale ?	yes	not fixed

Commentaire :

There in no fixed income or property limits applicable as asset test. Each case is assessed individually with taking account all financial, family, professional and other useful and relevant circumstances to evaluate ability to pay the fees.

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien- fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- Oui
 Non

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Claimant is obliged to file legal aid motion together with initial claim. Court examines property and income situation with having full information what is the substance of a claim when the court finds it frivolous or obviously unreasoned refuses legal aid motion.

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- le tribunal ?
 une instance extérieure au tribunal ?
 une instance mixte tribunal/organe externe?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- Oui
 Non

Veillez préciser:

No changes since last edition -the Insurance Companies do not offer any such standard insurance for the customers, however due to freedom of contracting individual contract can be negotiated.

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

Oui (la décision judiciaire peut porter sur la manière dont les frais de justice sont payés par les parties)

en matière pénale ?	Oui
en matière autre que pénale ?	Oui

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

Proposal for a bill on free of charge legal aid has been prepared in the Ministry of justice. The draft provides a basic aid (legal advice at preparatory stage and assistance with certain particular motion) or an expanded aid (full representation of lawyer during all stages of proceedings). Costs will be covered by state's funds. Granting legal aid will be institutionalized (special legal aid units within social administration) and separated from court system.

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 24 et 26:

Ministry of justice

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement:

- | | | |
|--|---|-----------------|
| <input type="checkbox"/> aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.sejm.gov.pl |
| <input type="checkbox"/> à la jurisprudence des hautes juridictions ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.sn.pl |
| <input type="checkbox"/> à d'autres documents (par exemple formulaires) ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.ms.gov.pl |

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

Information and assistance is provided by the Network of Assistance Centers for a crime Victims. Possible assistance combines various forms of aid (financial, legal, psychological, medical, etc.). Main information on the Network is to be found at the special website (www.pokrzywdzeni.pl) administered by the Ministry of Justice.

Victim can apply to District Court for granting a compensation that may assist financially in case of lost of earnings, medical treatment and medical material expenses or funeral spendings. Compensation is paid from public funds. Its amount is limited up to 3093 Euro.

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	Oui	Oui	Oui	Non
Victimes du terrorisme	Non	Non	Non	Non
Enfants/Témoins/Victimes	Oui	Oui	Oui	Non
Victimes de violence domestique	Oui	Oui	Non	Non
Minorités ethniques	Non	Non	Non	Non
Personnes handicapées	Oui	Oui	Non	Non
Délinquants mineurs	Non	Non	Oui	Non
Autres	Non	Non	Non	Non

Commentaire :

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui
 Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

- un dispositif public ?
 une décision du tribunal ?
 un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?
 Intentionally committed violent crimes effected in bodily injury or death.

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

In 2008 144 claims for victim's compensation have been filed in all courts. The number of compensation claims decreases since 26 (322) through 2007 (300) claims. In 2008 31% of claims were accepted and compensation paid to the victim. The average amount of compensation increases and in 2008 was about 1500Eur.

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Public prosecutor is obliged variety of assistance measures to the victim (combines information, procedural modalities and other). Those measures are listed in special communication of Prosecutor General addressed to subordinated prosecutors and the have to obey it as a recommended standard of proceeding.

Victim as well has the possibility to file civil action on compensation against perpetrator directly within criminal proceeding together with criminal charges. Prosecutor can support civil action on behalf of the victim together with prosecution.

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Each prosecutors' decision on discontinuation of the criminal proceeding can be challenged before court by the victim who has always enjoy a status of a party to the criminal proceedings.

2. 2. 2. [Confiance des citoyens dans leur justice](#)

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- durée excessive de la procédure ?
 non exécution des décisions de justice?
 arrestation injustifiée ?
 condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

Excessive length of proceedings (at pre -trial proceeding, at the court or/and enforcement stage) – under the party's motion a pecuniary satisfaction can be granted by the higher court in amount from 2000 zł. (about 500Eur) as a minimum up to 20 000 PLN (about 5000 Eur.)

Wrongful arrest/condemnation – Trying such case the court is free to grant the compensation and pecuniary satisfaction in any amount justified in individual circumstances. Especially, there is no fund or up or down limitation in such claims. Each case is assessed individually under the court's discretion with taking account all relevant factor e.g. property and income loss, personal hardship, etc.

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc. :

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	Oui	Oui
Enquêtes au niveau des tribunaux	Non	Non

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure) du système judiciaire?

- Oui
- Non

44) Si oui, veuillez préciser :

Veuillez donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	Oui	Oui
Instance supérieure	Non	Oui
Ministère de la Justice	Oui	Non
Conseil supérieur de la magistrature	Non	Oui
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	Oui	Oui

Commentaire :

Described above procedure is limited to complaints concerning the administrative performances of the courts only: e.g. failure in case management, lack of an action, etc.

That is a subject to the administrative supervision and controlling competences due to hierarchic structure of the justice system. This competences generally belong to President of the court as well as Minister of Justice. The role of Ombudsman derives from his broader function of caring of the citizens rights in relation with public offices. Such system allows to react and upgrade performances in individual cases, however can not be seen as fully effective treatment for general disadvantages of

justice as a whole.

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau). Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Nombre total
Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	364
Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	30
Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut également les cours suprêmes et/ou les juridictions supérieures)	376

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés):

First instance - represents combined number of District and Provincial Courts (in some cases first instance is dealt by provincial Courts - higher in hierarchy of courts than District. -

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

There is no plans to change the number of geographical location of the courts. However there is a plan to change the structure of some District Courts. At now, in the structure of most of the District Courts there is a special, separated division for petit claims/offences. In the nearest future these courts are to be liquidated and their function taken by other (civil and criminal divisions) within a structure of the same District Court.

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations):

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance.	319
un licenciement	224
un vol avec violence	360

Veillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Small civil claims

- property claims based on contracts and breach of contracts relations, with total value not exceeding 10. 000 PLN
- rent payment disputes in a housing matters
- court's deposits

Veillez indiquer la source pour les réponses aux questions 45 et 48:

Department of Organisation, Ministry of Justice

3. 1. 2. Juges, personnels des tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents; si les données ne sont pas disponibles veuillez l'indiquer avec NA)

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre . 9890

Commentaire :

The number represents judges of the courts of general jurisdiction only. It does not include number of judges sitting in specialized and supreme courts (e.g. Provincial Administrative Courts - 365 judges, Superior Administrative Court - 84 judges, Supreme Court - 86 judges).

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	na
si possible, donnée en équivalent temps plein	na

51) Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation de la réponse à la question 50 ci-dessus:

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veuillez indiquer NA si les données ne sont pas disponibles.

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Oui	Nombre
Avez vous dans votre système des catégories de juges non professionnels ?	yes	43613

Commentaire :

Lay judges represent society within service of justice. The are non-professional members of the court

panel and assist professional judge during the proceeding. Lay judges are elected in local election. The number above represents whole group of lay judges elected in last election. Lay judge if they drawn, must serve in court up to 12 day a year. They are not remunerated. They also do not have any power to decide the case independently.

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

- Oui
 Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

0

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents). Veuillez indiquer NA si les données ne sont pas disponibles

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre . 34610

Commentaire :

56) Si possible, veuillez distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

- | | | |
|---|------------------------------|-------|
| - personnels non juge (Rechtspfleger ou organes équivalents), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours | <input type="checkbox"/> Oui | 1765 |
| - personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers | <input type="checkbox"/> Oui | 19778 |
| - personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation) | <input type="checkbox"/> Oui | 6919 |
| - personnels techniques | <input type="checkbox"/> Oui | 3576 |

Commentaire :

57) S'il existe dans votre système la fonction de Rechtspfleger (ou fonction

équivalente), veuillez décrire brièvement leur statut et leurs fonctions:

represents -quasi judicial functions at the court. He or she has a right to decide in a specific issues concerning handling court registers: land registry, company registry etc. From their decisions a party can appeal to a judge.

3. 1. 3. Procureurs**58) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents). Si les données ne sont pas disponibles veuillez le préciser (NA).**

Nombre . 6281

Commentaire :

The number includes prosecutors who are during preparatory period befo final nomination (902).

59) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Prosecution is provided generally by Public Prosecutors. Other public functionaries in limited scope may have similar duties but only under the individual permission of law and strictly limited to enumerated types of crimes. According to law such functions may have for example functionaries of Coast Guard, Police, Customs, Revenue Service, Forest and Wildlife Guard, Military Gendarmerie.

60) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents) Si les données ne sont pas disponibles veuillez le préciser (NA)

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre . 6900

Commentaire :

3. 1. 4. Budget des tribunaux et nouvelles technologies**61) Qui est responsable du budget du tribunal ?**

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	Non	Non	Non	Non
Président du tribunal	Oui	Oui	Non	Oui
Directeur administratif du tribunal	Oui	Oui	Oui	Oui
Greffier en chef	Non	Non	Non	Non
Autre	Non	Non	Non	Non

62) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

The court is headed by the President. President takes responsibility for the performance of the court judicial, as well administrative. the President is assisted by the Administrative Director, whose task is to manage non-judicial operation of the court.

In a budget process Director does all preparatory works, daily budget management and monitoring of budgetary spending.

63) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Traitement de texte	Oui	Non	Non	Non
Base de données électronique pour la jurisprudence	Oui	Non	Non	Non
Dossiers électroniques	Non	Non	Non	Non
E-mail	Oui	Non	Non	Non
Connexion internet	Oui	Non	Non	Non

64) Pour l'administration et gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	Oui	Non	Non	Non
Système d'information sur la gestion du tribunal	Non	Oui	Non	Non
Système d'information financière	Oui	Non	Non	Non

65) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	Non	Oui	Non	Non
Site internet spécifique	Non	Non	Oui	Non
Autres moyens de communication électronique	Non	Non	Oui	Non

66) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution:

Division of Statistics, Department of Organization, Ministry of Justice.
 al. Ujazdowskie 11, 00-950 Warszawa

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

- e- courts in a civil claim, simplified proceeding have been prepared in 2008 and run operated in the end of 2009.

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

67) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

- Oui
 Non

68) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

- le nombre de nouvelles affaires ?
 le nombre de décisions rendues ?
 le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
 la durée des procédures (délais)?
 autre ?

Veillez préciser :

"stability" of judgements – ratio of curt decisions being annulled or reversed within appeal procedure,
- court decisions being challenged within procedure of appeal,
- "workload handling" - ratio of incoming cases to courts' closing decisions.

69) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

- Oui
 Non

Veillez préciser :

System is based on statistical evaluation of number of performance indicators and supervisory tasks of Presidents of the Court and Minister of justice who monitor performance on courts and individual judges.

70) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance (si non, veuillez passer à la question 72):

- Oui
 Non

71) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice :

- nouvelles affaires

- durée des procédures (délais)
- affaires terminées
- affaires pendantes et stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
- exécution des décisions pénales
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
- coûts des procédures judiciaires
- autre

Veillez préciser :

Waiting time between the day the case comes to the court and the first day of trial in this case.

72) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge? (si non, veuillez passer à la question 74)?

- Oui
- Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
- pouvoir législatif
- pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
- Autre

Si autre, veuillez préciser :

For certain cases the law imposes timeframe for performing specific action or handling specific matters.

President of the court sets the performance target with using statistically calculated indicators of average performance that court and individual judge is expected to achieve.

74) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux (si non, veuillez passer à la question 77)?

- Oui
- Non

75) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
- pouvoir législatif

pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)

autre

Si autre, veuillez préciser :

For certain cases the law imposes timeframe for performing specific action or handling specific matters.

President of the court sets the performance target with using statistically calculated indicators of average performance that court and individual judge is expected to achieve.

76) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

- keeping with the timeframes for specific actions imposed by law,
- productivity of court and judges – number of decided cases to number of incoming cases, backlogs generating,
- number of decisions reversed or annulled within procedure of appeal.

77) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performance des tribunaux :

Conseil Supérieur de la Magistrature

Ministère de la justice

organe d'inspection

Cour Suprême ?

organe d'audit extérieur ?

autre

Si autre, veuillez préciser :

President of the Court and President of higher Court in respect to lower courts in its jurisdiction using the statistical indicators and / or visitations performed by visiting judges.

78) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

The most important indicator comes from evaluation of judgements through second instance procedure. In this purpose "judgement stability" ratio are in use as a ratio of judgements reversed or annulled in procedure of appeal.

79) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

Oui

Non

80) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile ?
- en matière pénale ?
- en matière administrative ?

81) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

- time between the day case comes to court and first day of trial in this case,
- time between the day of lodging the motion of appeal and first day of trial in second instance court,
- real time for distributing to the parties of the written copy of court order with written reasoning of judgement.

82) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

- Oui
- Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation):

The evaluation of performance is an ongoing task of President of the court and Judges – chiefs of divisions in that court, They are obliged to identify the cases that are handle fora time longer than statistically required and provide administrative supervision in courtactions in these cases.

Visitations are performed due to plan of visitation prepared by higher court or ad hoc.

Visitation in-depth that examine evaluation of efficiency and quality performances is obligatory in initiating the promotion procedure in respect to individual judge.

83) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Similarly to the evaluation system of the courts, the prosecution office's performance are

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

84) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience (jugements par défaut)? Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

NA

85) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

- Oui
 Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année):

961

86) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence. Si les données ne sont pas disponibles veuillez l'indiquer (NA).

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	na	21	1	1
Procédures civiles - Article 6§1 (non-execution)	na	15	1	2
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	na	na	na	na

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

87) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?

Veuillez préciser:

Civil procedure includes rules of interim proceedings and temporary court's decision - generally for situations when a risk, that a claim could not be enforceable or the need for interim solution exist. However in criminal and administrative proceedings there are no - what any can call - procedure, there is number of provisions for dealing with emergency situations like for example; emergency witness hearing in criminal matters or ex officio emergency orders in minor custody cases.

88) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?

Veillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

Simplified procedures are still in use for small civil claims cases (up to amount of 1000 PLN) and petty offences.

In criminal cases became fully operational so called "24- hours court". This is simplified and speedy procedure in certain criminal offences committed in flagrante.

89) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Final decision is taken by the court. Case management and administration belong exclusively up to the court, so there is no space for formal agreements in case processing. However court's decision are non-negotiable, practically courts always take an account the other participant's suggestions.

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles, et administratives

90) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses): veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives	1277039	8419031	8374441	1321712
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	299199	746926	719296	326809
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	177506	1961280	1923632	215320
3 Affaires relatives à l'exécution	87940	623440	620158	91221
4 Affaires relatives au registre foncier**	577897	3562039	3575219	564717
5 Affaires relatives au registre du commerce**	24653	539518	542901	21270
6 Affaires administratives*	19360	58129	59380	18109
7 Autres	90484	927699	933855	84266
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	240490	961869	958407	243952
8 Affaires pénales (infractions graves)	169259	496855	499014	167100
9 Petites infractions	71231	465014	459393	76852

91) Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales - définition des petites infractions et des infractions graves):

"Due to explanation of the Division of Statistics the number in the horizontal lines can sometime not to sum up because of possible omissions or mistakes at a source of a statistical information generated by courts as well as structural changes within court system.

Misdemeanor cases (minor offences) – the offences that the law restrict maximum penalty up to 1 month of detention or fine or both of them. This category covers all cases that the motion for penalty for committing misdemeanor have been filed to the court.

All other criminal cases constitutes severe cases. The category of severe offences represents:

- the cases that the indictment (or other motion substituting the indictment) have been filed at a court,
- cases in the matter to issue the conjunctive rulings
- prosecutor's motions for discontinuation of the case because of insanity, and
- prosecutor's motions for conditional discontinuation of the proceeding.

Civil (and commercial) litigious cases category includes as well litigious family and labour (employment) cases. This category includes also some types of cases decided under the chapter II of the Civil Proceedings Code that concerns to non-litigious cases (such as distribution of inherited assets, separation of common property, demarcation of the real estate) which nature in fact is litigious because of the opposite interests of the parties and contradictory ways of presenting their arguments.

The category of civil (and commercial) non-litigious cases (including non-litigious family cases) covers all the rest of cases decided under the chapter II of the Civil Proceedings Code that concerns to non-litigious cases (such as ascertainment of the acquisition of an inheritance, cases connected with birth, marriage and death records, declaration a person dead, adoption as well as summary and injunction proceedings in money payment cases).

Enforcement of the court decisions belongs first of all to the enforcement agents. In 2008 as much as 1912792 cases were filed at the enforcement agents dockets. However a large number of enforcement cases are dealt by the courts. Some of these cases are the consequence of the proceedings executed by the agents, e.g. complaints on enforcement actions, supervision on the execution of a real estate. Some other enforcement cases can be dealt by the courts only, e.g. to force a debtor to abandon specific actions or granting an enforcement clause to the banking enforcement writ.

The category of "other" cases includes first off all social security cases and cases connected with an application of the correctional and educational measures as required in the juvenile cases and execution of guardianship or tutoring.

92) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses): veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

*** Veuillez indiquer (dans les commentaires ci-dessous) quels types d'affaires sont inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives**

**** le cas échéant**

Veuillez vérifier la cohérence des données tel qu'expliqué à la question 91.

Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales et, si possible les taux d'appel pour certaines catégories d'affaires):

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (contentieuses et non	28757	158843	161052	23449

contentieuses)				
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	14187	98609	98981	10707
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	1331	17011	16844	1507
3 Affaires relatives à l'exécution	NA	NA	NA	NA
4 Affaires relatives au registre foncier**	NA	NA	NA	NA
5 Affaires relatives au registre du commerce**	26	337	333	30
6 Affaires administratives	NA	NA	NA	NA
7 Autres	13213	42886	44894	11205
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	19800	119263	120491	18572
8 Affaires pénales (infractions graves)	19022	111121	112413	17730
9 Petites infractions	778	8142	8078	842

Commentaire :

Due to explanation of the Division of Statistics the number in the horizontal lines can sometime not to sum up because of possible omissions or mistakes at source statistical information generated by courts as well as structural changes within court system.

The category of severe criminal offences dealt by the courts of the second instance represents cases where an appeal have been lodged against the judgement of the first instance court, complaints lodged against courts decisions on discontinuation of the case and complaints against discontinuation of proceeding or refusal to initiate criminal proceeding issued by the prosecutor (or other authorized body).

The category of minor offences represents District Court's decisions in misdemeanor cases being appealed and complaints against decisions of the District Courts that close the legal way to issue a judgement.

Enforcement cases and land registry cases filed in the courts of the second instance are not demonstrated separately at the statistical data collected by the Division of Statistics. The number of enforcement cases are included at the "other" cases category and land registry cases constitute a part of the number of "civil litigious" cases and both of them can not be presented in a separate manner. However it can be assessed that they do not constitute any significant number.

93) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

*** Veuillez indiquer (dans les commentaires ci-dessous) quels types d'affaires sont inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives**

**** le cas échéant**

Veuillez vérifier la cohérence des données tel qu'expliqué à la question 88.

Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales, ainsi que les possibles limitations des recours devant la plus haute juridiction):

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives	10346	20705	20323	10728
1 Affaires civiles (et commerciales)				

contentieuses*				
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives	8470	14642	14085	9027
7 Autres	1876	6063	6238	1701
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	756	2827	2795	788
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

Commentaire :

Statistics of the Supreme Court are held in separate manner than the statistics of the lower courts. The number are calculated with taking account kind of action (cassation, appeal etc.) but not the specific kind of case.

Administrative law cases are decided by the Superior Administrative Court the rest of the cases as shown are held by the Supreme Court. Both of the Courts are acting as a courts of cassation. In case of administrative law cases the cassation complaint can be lodged against the judgment issued by the Provincial Administrative Courts. That is the reason why the administrative cases have been passed over in a table as reply to Q 92 (second instance courts) and displayed in this table (Q 93).

94) Nombre d'affaires de divorces contentieux, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Affaires pendantes au 1er janvier 2008	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Divorces contentieux	48030	105024	105165	47890
Licenciements	6331	16972	16562	6741
Vols avec violence	na	na	na	na
Homicides volontaires	na	na	na	na

95) Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal), nombre d'affaires pendantes de plus de 3 ans et % d'affaires ayant fait l'objet d'un appel: veuillez compléter le tableau Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance (durée moyenne)	2ème instance (durée moyenne)	Total de la procédure (moyenne durée totale)
Divorces contentieux	3,19	0,92	5,47	1,68	na
Licenciements	14,23	3,06	4,77	2,08	na
Vols avec violence	na	na	11,1	10,8	na
Homicides volontaires	na	na	4,7	1,5	na

Commentaire :

average length in months. The length of proceeding is calculated approximately (in months) with a use of statistical indicator of outstanding cases - which is the ratio of cases not completed in a specific period (month) to the average number of incoming cases in that period.

Average length of proceedings in robbery and homicide cases is calculated more precisely due to the new statistical methodology. Because of that there is significant difference in that two positions taking account the figures given in last evaluation report. In last report data on average length were calculated for group of all criminal cases including robbery and homicide but not separated to these two type of crimes.

In criminal cases - the statistics is based on the number on sentenced persons but not the number of cases. Sentenced in 2008:

homicide - 496 persons

robbery - 7585 persons

Total procedure cannot be calculated statistically.

96) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux):

The termination of marriage can be decided as a divorce or separation. The regulation of separation shows some similarities to that of divorce. Separation is decided by the court when there is a complete (but not irretrievable) disintegration of matrimonial life. The judicial decree of separation in principle has the same effect as a divorce. The most significant difference is that separated spouses are not allowed to remarry. Other grounds for marriage dissolution and its effects are in common for both separation and divorce as well as the same procedural condition are applied.

Dissolution cases are examined in a litigation in the first instance by Circuit Court, which constitute the second level in the structure of court system (between District Court and Court of Appeal). The competence *ratione loci* is determined by: - 1st - the last common place of residence or - 2nd - the defendant place of residence or - 3rd - the applicants place of residence. Dissolution proceedings is initiated by lodging a petition for divorce or separation by one of the spouses. The petition can include request for additional decisions like for example property partition, custody of minor children, child support or alimony. A statement for counterclaim is inadmissible although the defendant may, as a result, also request a divorce or separation. Lodging the petition the petitioner is obliged to pay an interim court fee in the amount described by the court - unless the petitioner is granted a legal aid. The final determination of court fee goes with court's judgment in the case.

Since the service of lawyer is not obligatory in dissolution proceedings, each party may personally go to the competent court, undertake actions in connection with the legal proceedings, lodge motions, appoint an attorney or request the court to appoint an attorney (legal aid motion). Marriage will be dissolved at the moment when the judgment becomes final - when the judgment cannot be appealed because of the expiry of time-limit for filing an appeal or, of the exhaustion of the appeal process. The court establishes the disintegration of matrimonial life according to the general rules of the hearing of evidences. The decision may not be exclusively based on the admission of the claim or of certain facts by the defendant. Hearing the testimonies of both parties are obligatory. If there is prospectus for repairing the marriage, the court may order an mediation proceeding having first consent of both parties.

Judgment is pronounced orally. Since this moment the party may request for written copy of judgment and its reasoning in 7 days time-limit. The appeal can be filed in due term of 14 days after receiving copy of judgment and reasoning. The appeal is to be filed in court that issued a judgment. The appeal will be decided by Court of Appeal. The cassation from the judgment issued in appeal proceeding is inadmissible.

97) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? Veuillez décrire la méthode de calcul.

The length of proceeding is calculated approximately (in months) with a use of statistical

indicator of outstanding cases - which is the ratio of cases not completed in a specific period (month) to the average number of incoming cases in that period.

The system is designed first of all to identify category of pending cases due to a specific periods of pending proceedings. Statistical table groups the cases in categories that were pending for 3 months period, 6 months, 1 year, 2 years, 5 years and over this period.

98) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veuillez préciser :

The constitutional role of the Public Prosecutors Office is to protect the rule of law in the State. In this respect, the most significant function is to investigate crimes and support the charges before the criminal court.

Prosecutor can not impose penalty by own decision but can negotiate a penalty with the defendant who plead guilty. Court may accept negotiated penalty and issue a judgement without formal proceeding on evidences.

99) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

However the most significant function is to investigate crimes and support the charges before the criminal court, is not limited to that. In principle, the Prosecutor has the right to initiate any civil or administrative proceeding or join to any pending proceeding when the protection of the rule of law requires (exceptions are set out by law – for example; divorce or separation proceedings).

100) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus, et préciser notamment si les données indiquées incluent ou non le contentieux en matière de code de la route:

	Reçues par le	Classées sans suite	Classées sans suite	Classées sans suite	Terminées par une	Portées par le
--	---------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	----------------

	procureur	par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	par le procureur pour raison d'opportunité	sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	1124783	167216	154523	na	202161	369813

Commentaire :

Prosecutor cannot discontinue the case for a reason of opportunity.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Enhnced supervision of timeframes is in use in criminal cases with using detention on remand.

Veillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 90 à 95 et 100:

Division of Statistics, Department of Organization, Ministry of Justice

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

101) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser:

102) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges?
- une instance composée seulement de non juges?
- une instance composée de juges et de non juges?

103) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges

104) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? Veuillez préciser:

Criteria:

- At least 4 years practice as District Court judge in case of promotion to Circuit Court.
- At least 6 years practice as Circuit Court judge in case of promotion to Court of Appeal.
- Perfect outcome of performance evaluation.

105) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser:

106) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs ?
- une instance composée seulement de non procureurs?
- une instance composée de procureurs et de non procureurs?

107) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

108) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? Veuillez préciser.

Prosecutors are promoted to higher level by the appointment of Minister of Justice – Prosecutor General.

To be promoted prosecutors must have an working experience as a lower level prosecutor for a defined period of time and enjoy positive opinion of his/her professional performance.

109) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

- Oui
- Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

The only exception constitutes Constitutional Court. Judges to this court are appointed for the 9 years term.

110) Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges? Si oui, quelle en est la durée?

	Oui	Durée de la période probatoire (en années)
Durée de la période probatoire pour les juges		

111) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs?

- Oui
- Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :
there is no exceptions

112) Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs? Si oui, quelle en est la durée?

| | |

	Oui	Durée de la période probatoire (en années)
Durée de la période probatoire pour les procureurs	yes	3

113) Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges/procureurs, qu'elle est la durée du mandat ? Est-il renouvelable?

Veillez préciser la durée

pour les juges? Oui

pour les procureurs Oui

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation

114) Nature de la formation des juges. Est-elle obligatoire ?

Formation initiale

Formation continue générale

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)

Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)

Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

115) Fréquence de la formation des juges

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	Non	Oui	Non
Formation continue générale	Non	Non	Oui
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	Non	Non	Oui
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	Non	Non	Oui
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Non	Non	Oui

116) Nature de la formation des procureurs. Est-elle obligatoire ?

Formation initiale

- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. procureur général et/ou gestionnaire)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

117) Fréquence de la formation des procureurs

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	Non	Oui	Non
Formation continue générale	Non	Non	Oui
Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)	Non	Non	Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. procureur général et/ou gestionnaire)	Non	Non	Oui
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Non	Non	Oui

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

3 years initial training for judges and prosecutors is mandatory. Exemptions can be applied for practitioners in other legal professions and candidates with academic degree in law. In service training for judges and prosecutors is generally non-mandatory and organised occasionally, however some trainings for selected group of participants are compulsory (e.g. use of electronic registration system by the judges working with land registry).

Ministry of Justice offers to all judges and prosecutors special editions and informational materials. For example, edited and freely distributed "Bulletin for European Law" includes information on recent judgements of European Court of Human Rights and works of the Council of Europe in the legal field.

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

118) Salaires des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessous:

	Salaire annuel brut (€)	Salaire annuel net (€)
Juge professionnel de 1ère instance au	15189	11818

début de sa carrière		
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	43826	29269
Procureur au début de sa carrière	15189	11818
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	43826	29269

Commentaire :

“ The numbers in the table represent the salary of judges and prosecutors whose simple and exclusive task is to decide the cases in the court (judges) or hold preparatory proceedings and represent prosecution before the court (prosecutors). Such judges and prosecutors are majority. But some judges and prosecutors (never at the beginning of their professional career) additionally execute specific administrative and management functions (presidents of the courts, chiefs of divisions). These persons receive some additional remuneration (extra bonuses) and in 2008 the amount of these bonuses varied from 1381 Euro (deputy chief of the division in the District Court) to 10 126 (First President of the Supreme Court)”.

119) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	Non	Non
Retraite spécifique	Oui	Oui
Logement de fonction	Non	Non
Autre avantage financier	Non	Non

120) Si autre avantage financier, veuillez préciser:

121) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	
Enseignement	Oui	Non	Non
Recherche et publication	Oui	Non	Non
Non	Non	Non	Non
Consultant	Non	Non	Non
Fonction culturelle	Non	Oui	Non
Autre fonction	Non	Non	Non

122) Si autre fonction, veuillez préciser :

123) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

--	--	--	--

Enseignement	Oui	Non	Non
Recherche et publication	Oui	Non	Non
Non	Non	Non	Non
Consultant	Non	Non	Non
Fonction culturelle	Non	Oui	Non
Autre fonction	Non	Non	Non

124) Si autre fonction, veuillez préciser :

125) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veillez indiquer la source pour répondre à la question 118:

Ministry of Justice,
Superior Court

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

126) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser:

Investigation and supporting charges against judges provides Disciplinary Speaker (Rzecznik Dyscyplinary) and his/ her Deputies. Speaker is a member of the judiciary nominated by the National Council of Judiciary. The Deputies are acting within Court of Appeal and are selected and nominated by judges of this court.

Speaker can initiate proceeding on his/her own power or on the request of the Minister of Justice or President of the Court.

127) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

Judges are responsible for disciplinary violation. The cases are decided by disciplinary courts set up within judiciary – Court of Appeal as a first instance, Superior Court as second.

The disciplinary courts for prosecutors in two instances are set up at Minister of Justice – General Prosecutor.

The disciplinary proceeding are litigious. The list of sanctions are laid down by law.

128) Nombre de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Juges	Procureurs
--	-------	------------

Nombre total (1+2+3+4)	57	29
1. Faute déontologique	25	8
2. Insuffisance professionnelle	32	13
3. Délit pénal		5
4. Autre		3

Commentaire :

129) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	38	28
1. Réprimande	23	21
2. Suspension		
3. Révocation		
4. Amende		
5. Diminution de salaire temporaire		6
6. Rétrogradation de poste		
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement	1	
8. Démission	3	1
9. Autre	11	

Commentaire :

other: held disciplinary rules violation without sanction (minor violations)

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

130) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA).

27310

131) Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ? Si non, veuillez aller à la question 133

- Oui
- Non
- Non applicable

132) Nombre de conseillers juridiques. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA)

not aplicable

133) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice? (plusieurs options sont possibles)

- Affaires civiles*
- Affaires pénales* - Défendeur
- Affaires pénales* - Victime
- Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

There is a monopoly of representation only before the Supreme Court.

Reagrding civil cases it is allowed to be represented not only by a lawyer but also by a family member, a joint participant , by an association or by a trade union

Regarding criminal cases defendant or victim can be represented only by a lawyer (an advocate but or in some cases also by a legal adviser)

Regarding admnistrative cases it is allowed to be represented not only by a lawyer (advocate, legal adviser) also by any individual who has an active capacity

The profession of lawyer is organised as advocates or legal advisors. This two-fold organisation comes with historical distinction on corporate lawyers (legal advisors) and advocates. Both have raight to represent clintes before courts, however their finctions slightly differ (legal advisors can represent clients in criminal matters in ilimited cases and can not in.

134) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national ?
- un barreau régional ?

un barreau local ?

Veillez préciser :

At national level: Superior Advocate's Council (for advocates), National Chamber of Legal Advisors (for legal advisors).

At regional level: 24 Provincial Advocates' Council (for advocates) and 19 Provincial Chambers of Legal Advisors (for legal advisors).

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 130 et 132:

National Bars of advocates and legal advisors

6. 1. 2. Formation

135) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

136) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

137) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

6. 1. 3. Honoraires

138) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

Oui

Non

Veillez apporter toute précision permettant d'interpréter la réponse ci-dessus
Fees are freely negotiated so there is no other way but cut a deal with a lawyer. The regulation of fees concerns only remuneration to be paid by state in case of free of charges legal aid granted by the court.

139) Les honoraires des avocats sont-ils

réglementés par la loi ?

- réglementés par le Barreau ?
- librement négociés ?

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:
look at comment to Q138

6. 2. Evaluation

6. 2. 1. Plaintes et sanctions

140) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

- Oui
- Non

141) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
- le législateur ?
- autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

Code of Ethics: .eg.:

- obligation to protect clients interest
- honesty, scrupolousness in contact with clients,
- keeping with proffesional efficiency,
- no combination with other proffesins, that cuold be in collision with lawyers independency,
- no false or untrue statements to the court,
- kieeping proffesional confidentiality,
- keeping client informed about his/her case,
- avoiding confilcting interests situations,
- no public advertisment,
- obligation tto offer less expesive options to clients, and many others.

142) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant

- la prestation de l'avocat ?
- le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

Complaints about performance and brach the Code of Ethics can bie filed Regional Bar Councils.

Complaint about amount of fee is possible but because, as to the general rule, fee is subject of an free agreement, is hardly possible in practice.

143) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires

- le juge ?
- le ministère de la justice ?
- une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

Disciplinary courts composed of practising lawyers, members of Bar.

144) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel	827	na	na	na

Commentaire :

This figure represents all initiated proceedings. Specific charges are not listed. Due to information from Bar most of those charges is based on breach of ethics.

145) Sanctions prononcées à l'encontre des avocats: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel	120	19	2	36	

Commentaire :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Polish Bar Council, Regional Bar Council (24 Chambers), Polish Council of Legal Advisers, Regional Councils of Legal Advisers (19 Chambers)

The profession of lawyer is self - governing. The basic unit organising corporation of the lawyers is the Regional Chamber of Advocates or /and Regional Chamber of Legal advisor (look comment to 87). Chamber consist of all lawyers practising in geographically defined region. The chamber elects its authority which is Council headed by Dean of the Council. At a National Level representatives of local Councils create National Council (National Bar Association).

7. Mesures alternatives au règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

146) Existe-t-il des procédures de médiation dans le système judiciaire ? Si non, veuillez aller à la question 151

- Oui
 Non

147) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation

	Possibilité de médiation privée proposée par le juge ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique (autre que le tribunal)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	Non	Oui	Non	Non	Non
Affaires familiales (ex. divorce)	Non	Oui	Non	Non	Non
Affaires administratives	Non	Oui	Non	Non	Non
Licenciements	Non	Oui	Non	Non	Non
Affaires pénales	Non	Oui	Non	Non	Non

148) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

149) Nombre de médiateurs accrédités. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA)

na

150) Veuillez indiquer le nombre total de procédures de médiation par catégories d'affaires. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

les affaires civiles ?	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	1455
les affaires familiales ?	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	473
les affaires administratives ?	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	36
les affaires de licenciements ?	<input type="checkbox"/> Oui	109
les affaires pénales ?	<input type="checkbox"/> Oui	3190

Veuillez indiquer la source pour la réponse à la question 150 :

Division of Statistics, Deptment of Organisation, Ministry of Justice

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

151) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives au règlement des litiges (par ex. arbitrage, conciliation) ? Veuillez préciser:

As a general rule mediation is an extrajudicial proceeding. The same concerns other forms of ADR like arbitration, which are affiliated at Chambers of Commerce. Only judicial (initiated by courts) mediations are reflected in a courts' activity reports and statistics. If parties are successful within mediation the court case may be closed in a number of manners depending on type of case and parties request (discontinuation, repeating in a court settlement, reflecting negotiated conditions in final judgement).

Because mediation is extremely decentralized process and there is no statistical instrument for listing all (judicial and extrajudicial) mediations no accurate numbers can be obtain. An examination performed in this matter by Council of ADR (consultative community body affiliated at the Ministry of Justice).

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système de mesures alternatives au règlement des litiges et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

152) Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution? Si non, veuillez aller à la question 154

- Oui
 Non

153) Nombre d'agents d'exécution . Si la donnée n'est pas disponible, veuillez l'indiquer (NA).

663

154) Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles):

- des juges ?
 des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques ?
 des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
 d'autres agents d'exécutions ?

Veillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs):

Enforcement agent is a public functionary acting within the Jurisdiction of the District Court.

Performing its duties enforcement agent is bound by law and court's orders but is not subordinated to any specific authority. Control, supervision and monitoring of his/her performance as an agent belong to President of the Court, Ministry of Justice and Corporate self-governing bodies. The complaints on agent's acts (legal remedies within enforcement proceeding) are examined by the District Court. The remuneration of the enforcement agent goes directly from the enforcement fees paid by the parties.

155) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
 Non
 Non applicable

156) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
 une instance régionale ?
 une instance locale ?
 non applicable

157) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- Oui
 Non
 Non applicable

158) Les frais d'exécution sont-ils :

- réglementés par la loi ?
 librement négociés ?
 non applicable

Veillez indiquer la source de la réponse à la question 153:

National Council of Enforcement Agents, Law on Enforcement Agents

8. 1. 2. Supervision**159) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- Oui
 Non
 Non applicable

160) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- une instance professionnelle ?
 le juge ?
 le ministère de la justice ?
 le procureur ?
 autre ?

Veillez préciser :

-judge - president of the district court or a judge designated by the president of the court

- professional body – Corporation of law enforcement agents National Council of Law Enforcement Agents

General supervision is provided by the Ministry of Justice and presidents of courts.. The claims regarding agent's actions during enforcement procedure are decided by district courts. Agents are organised in corporate organisation at national and provincial level.

161) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
 Non
 Non applicable

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

- Procedural standards of quality (timeframe, time limits, etc) are stipulated by law
- Ethical standards (i.g. professionalism, proficiency, secrecy, etc) are established by corporation which takes care of setting up the dignity and ethical standards and provides supervision and control of it abeyance

162) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

163) Disposez-vous d'un système de contrôle de l'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

164) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?

Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum

- absence de toute exécution ?
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques ?
 manque d'information ?
 durée excessive ?
 pratiques illégales ?
 supervision insuffisante ?
 coût excessif ?
 autre ?

Veuillez préciser:

The largest group of complaints concern the failure and/or excessive length of enforcement in child support cases.

165) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Works on changes in enforcement system are still pending. However some reforming measurues have been adopted. Legislative amendents introduce more competitive mechanism between agents (creditor will have te right to chose prticular agent freely no matter of specific territorial jurisdiction of particular agent. As well agents will share with the cresitor the risk and costs of enforcement proceedings that fail.

166) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

- pour les affaires civiles ?
 pour les affaires administratives ?

167) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

- entre 1 et 5 jours
 entre 6 et 10 jours
 entre 11 et 30 jours
 plus

Veillez préciser

168) Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Nombre total de procédures disciplinaires initiées	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	35
pour faute déontologique	<input type="checkbox"/> nombre :	
pour insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> oui, nombre :	
pour délit pénal	<input type="checkbox"/> nombre :	
Autre	<input type="checkbox"/> nombre :	

169) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Nombre total de sanctions	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	18
Réprimande	<input type="checkbox"/> nombre :	16
Suspension	<input type="checkbox"/> nombre :	
Révocation	<input type="checkbox"/> nombre :	1
Amende	<input type="checkbox"/> nombre :	1
Autre	<input type="checkbox"/> nombre :	

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Q 166 -However specific system of measuring timeframes does not exist, the regulations require to keep by agents with number of defined timeframes to underatke expected actions. These time requiuremnt is under supervision by the parties who can complain timeframe failure to the court or is monitored ex officio by courts in supervision procedures.

Veillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 167, 168 et 169 :

National Council of Enforcement Agents, Law on Enfocement agents.

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Fonctionnement

170) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).
Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur) :

Under the law, this is the judge who is acting as a penitentiary court, responsible for examine, control and deciding in several most important issues concerned to the enforcement of criminal sanctions. The court take care on the condition the penalty of depravation of liberty is executed. This is up to the penitentiary court do decide on the measures to be granted as probation condition, conditionally release, short term licensed releases, breaks in the penalty execution, etc. The court is also responsible for enforcement of fines imposed

171) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

The studies are held by Ministry of justice - Department of Enforcement and probation. Basic information show that recovery rate of fines imposed was 80% in 2008 and increased 4,1% comparing with 2007. Taking account total amount of recovered fines 60,9 % were paid voluntarilly in total, 12,5 were collected through enforcement prceedings. The rest is executed through partition agreemnet with sentenced (monthly installment).

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

172) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non allez à la question 177

- Oui
 Non

173) Les notaires ont-ils un statut (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations):

privé (sans contrôle par une autorité publique)?	<input type="checkbox"/> nombre	
de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics?	<input type="checkbox"/> nombre	
public?	<input type="checkbox"/> nombre	
autre ?	<input checked="" type="checkbox"/> nombre	1871

Commentaire :

Notary is a person of public trust when performing his/her function enjoys the protection as a public functionary. Notary operates as self employed in a private office. Notary is paid by the client. Fee limits (maximal) are set by law.

174) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Veuillez préciser :

In principle the notary have a duties listed in the Law on Notary as well as other specific regulations which require that the form of documents must be notarial – prepared and produced by notary. It includes, preparing the notarial deeds, contracts and agreements, notarial wills, prepares minutes of meetings, accepts sworn statements, produces excerpts of documents, certifies copies, etc. Documnet produced by notaries have stauts of public and official document.

Veuillez indiquer la source pour répondre à la question 173

National Notary Council

9. 1. 2. Supervision

175) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui

Non

176) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires:

- une instance professionnelle ?
- le juge ?
- le ministère de la justice ?
- le procureur ?
- autre ?
- non applicable

Veillez préciser :

Supervision is provided by the Minister of Justice through Presidents of Courts as well as Corporate self-governing bodies organised at local and national level.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

10. Interprètes judiciaires

10. 1. fonction

10. 1. 1. Statut

177) Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé?

- Oui
 Non

178) La fonction d'interprète judiciaire est-elle régulée?

- Oui
 Non

179) Nombre d'interprètes judiciaires. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations

180) Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Interpretation in a court proceedings can be performed by the sworn interpreters listed and affiliated by Provincial Court. Candidate for interpreter must comply with a number of condition set by law but the most important is positively passing an exam on interpretation before central commission run by the Ministry of Justice. Commission confirms qualifications allowing President of the Provincial Court to enlist interpreters at the list of sworn interpreters.

181) Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires?

- Oui
 Non

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus (notamment: si non, quelle est l'instance chargée de sélectionner les interprètes?):
Candidates for court interpreters that fulfill all criteria set by law apply for admission to the list directly to the President of Provincial Court. There is no central list of court interpreters.

11. Fonctionnement de la justice

11. 1. Réformes envisagées

11. 1. 1. Réformes

182) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. Veuillez préciser:

Reorganisation of Public prosecution system is prepared. It is based on idea of separation of Minister of Justice and Prosecutor General. Due to that in new system Public Prosecutors Office will gain independent position from governmental administration and from the judiciary. First Prosecutor General is to be chosen by National Council of Judiciary and National Council of Public Prosecutors and appointed by President for non-renewable term.

Unification of training for legal professions. National School for Judges and prosecutors will start their functions.

E-court. Fully digitalized and paperless civil court for small claims that includes electronic records, electronic filing, communication between parties and delivery of decisions waits to become operational in 2009

Major procedural and organisational amendments:

- resignation from nomination for preparatory and definite period of time Judges who starts their professional career (Judge Assessor).
- improvement of efficiency of the speedy court in criminal, petty offences and in flagrante matters (so called - 24-hours court).

introduction to the catalogue of penalties new one - deprivation of liberty executed by electronic monitoring means .